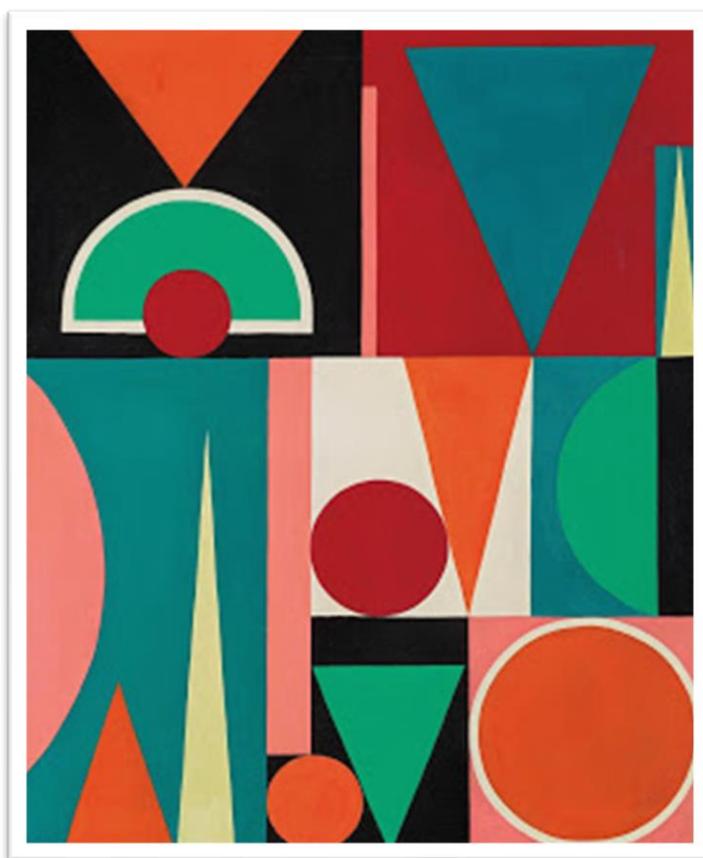


SORTIR DE L'IMPASSE DU "NI PAIX NI GUERRE" EN CASAMANCE

VOIX / VOIES DE CITOYEN·NE·S SENEGALAI·SE·S,
GAMBIEN·NE·S ET BISSAU-GUINEEN·NE·S



MAME-PENDA BA & RACHID ID YASSINE

AOÛT 2020 - LASPAD WORKING PAPER N°1 - WWW.CASAMANCE-CONFLICT.COM



SSRC



© UGB LASPAD, Saint-Louis, août 2020

Photo de couverture : Auguste Herbin, *Impasse*, 1947.

Ce document a été rédigé par Mame-Penda Ba et Rachid Id Yassine.

Ce document fait partie d'une série de textes destinés à contribuer aux réflexions et actions en faveur de la résolution du conflit en Casamance et plus largement de tous ceux qui ont cours sur le continent africain.

Le présent rapport s'inscrit dans le cadre des activités de recherche du groupe collaboratif de travail intitulé « *From "No War, No Peace" to Peacebuilding in Casamance ?* », financé par l'*African Peacebuilding Network* de la *Social Science Research Council* (New York). Il a également bénéficié du soutien de la *Fondation Rosa Luxemburg* (Allemagne). Que ces partenaires soient remerciés pour avoir rendu possible cette recherche.

Les auteurs remercient l'ensemble des membres l'équipe, les chercheurs, enquêteurs et assistants qui ont participé aux enquêtes, ainsi que tous les experts ayant contribué aux activités du programme : Bruno Sonko, Abdu Ndukur Ndao, Jean-Alain Goudiaby, Eugène Tavares, Moïse Diédhiou, Moustapha Guéye, Ndeye Khady Anne, Nyimasata Camara, Pape Chérif Bertrand Bassène, Khadidiatou Dia, Khalifa Diop, Saït Matty Jaw, Aïda Diop, Bocar Guiro, Bodian Diatta, Cheikh Ahmed Tidiane Mbow, Diouma Dia, El Hadj Malick Sané, El Hadj Malick Sy Gaye, Ensa Kujabi, Fortune Mendy Diatta, Françoise M. C. P. Rodrigues, Joao Paulo Pinto Co, Karamba Jallox, Laia Cassama, Landing Goudiaby, Mamady Diémé, Valentina Ramos Sambe.

Que soient remerciées toutes les personnes ayant accepté de répondre à nos questions.

Nos échanges avec Pape-Chérif Bertrand Bassène autour de la "démocratisation du conflit" ont été à l'initiative de cette réflexion, qu'il en soit ici très chaleureusement remercié.

Jean-Alain Goudiaby et Abdu Ndukur Ndao ont été des contributeurs et relecteurs attentifs du rapport.

Ce document est libre de droits, et peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant une mention complète et systématique de la source.

Le document et son résumé exécutif sont disponibles sur le site www.casamance-conflict.com ou sur www.laspad.org dans leur version française et anglaise.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter : contact@laspad.org

RESUME EXECUTIF

La présente note fait la synthèse des résultats d'une enquête menée au Sénégal, en Gambie et en Guinée-Bissau auprès de 1500 personnes pour mesurer leurs connaissances, perceptions et pratiques relatives au conflit en Casamance. Cette enquête s'inscrit dans les activités du groupe collaboratif de recherche intitulé : *From "No War, No Peace" to Peacebuilding in Casamance?*¹. Ce programme de recherche avait pour objectif global de questionner le processus de paix en Casamance et le blocage systémique qui le caractérise. Cette région du Sénégal est en effet marquée par 37 ans de conflit séparatiste – en 60 ans d'indépendance – et par un embourbement dans une situation complexe de « ni paix ni guerre » dans laquelle ni les mécanismes traditionnels, ni les médiations ni les négociations ne semblent être capables de venir à bout.

Devant une telle configuration, nous avons voulu entendre les voix/voies des citoyens sénégalais, gambiens et guinéens sur le conflit et la paix en Casamance. Ces derniers apparaissent en effet paradoxalement à la fois comme la justification ultime des belligérants (on se bat pour le « Peuple de Casamance » ou pour la « Nation sénégalaise ») et un « centre silencieux » dont on ne recueille jamais l'opinion. Comparativement à l'Etat, au mouvement indépendantiste et aux médiateurs, producteurs de discours hégémoniques, le point de vue des citoyen-ne-s sur le conflit en Casamance n'est presque jamais recueilli, écouté, pris en compte. Cette enquête cherche à combler cette faille majeure.

Considérant que le conflit s'inscrit dans une géopolitique sous régionale spécifique, nous avons rajouté au Sénégal, pays dans lequel s'exprime le séparatisme, la Gambie et la Guinée-Bissau, voisins immédiats situés au Nord et au Sud de la Casamance. Ainsi, du 03 au 19 mars 2019, grâce la combinaison de deux méthodes (aléatoire simple et par choix accidentel), 1665 personnes ont été interrogées à Dakar, Ziguinchor, Saint-Louis, Tambacounda, Banjul, Bwiam Bissau et Farim. L'enquête a pris en compte des paramètres liés au genre (670 femmes et 810 hommes ont été interrogées) à l'âge avec 35,7% de jeunes de moins de 30 ans, 37,7% âgés de 30 à 49 ans, et 26,6% ayant 50 ans et plus dans l'effectif. La complexité des réalités linguistiques a également conduit à la traduction du questionnaire en anglais, en portugais et dans les langues nationales. Les personnes interrogées étaient majoritairement des musulmans (à 84,1%) avec une proportion importante de chrétiens représentant 14,3% des enquêtés. Le niveau d'éducation de notre échantillon est le suivant : primaire (18%), éducation coranique (17%), secondaire (25%), baccalauréat ou équivalent (14%), niveau universitaire (15%). Les catégories socio-professionnelles les plus représentées sont les indépendants (32%), les salariés (18%), les étudiants (14,5%) et les chômeurs (10%).

Pour interpréter les données recueillies, nous avons élaboré une grille analytique qui croise les catégories de la **génération** (le fait que des âges différents correspondent vraisemblablement à des vécus et à des mémoires différentes), de la **position** (l'hypothèse que les espaces à partir desquels on expérimente le conflit jouent un rôle important dans la connaissance et les perceptions que l'on a de celui-ci) et du **genre** (l'idée que l'expérience du conflit est toujours une expérience sexuée et conséquemment que cette différence informe les connaissances, attitudes et pratiques des personnes interrogées). A partir de la combinatoire de ces trois registres, l'exploitation des données recueillies a montré que :

1. Le conflit en Casamance est un conflit largement méconnu dès que l'on sort de sa zone de déploiement, à savoir la Basse Casamance. Cette méconnaissance est notamment le fait des jeunes (18-29 ans) et des femmes ;

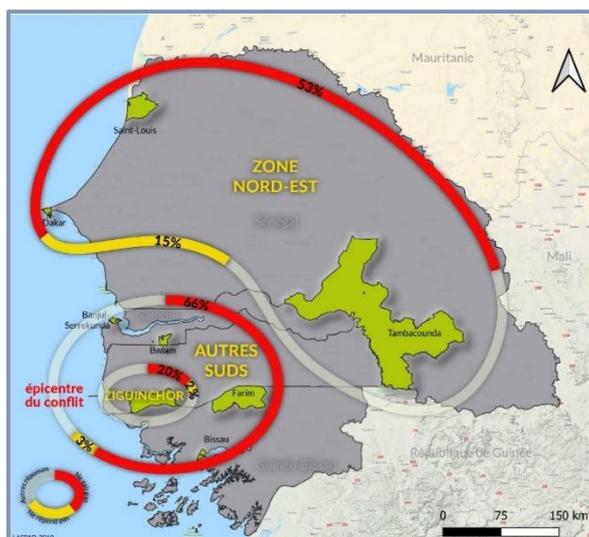
¹ Nous remercions fortement l'*African Peacebuilding Network* de la *Social Science Research Council* et la *Fondation Rosa Luxemburg* pour leur intérêt sur cette question et leur appui financier.

2. Le conflit est éminemment politique avec une composante économique : il adresse des questions d'intégration, de reconnaissance (faire la Nation) et de capacité infrastructurelle (faire le développement) de l'État postcolonial ;
3. Le conflit s'exprime aujourd'hui à travers une modalité singulièrement complexe, celle du « ni paix ni guerre », c'est à dire d'un blocage systémique du processus de paix. Cette situation est la résultante d'une gouvernance fautive parce toute faite d'un pragmatisme étroit et sans éthique ;
4. Les pays voisins ont joué un rôle ambivalent dans le déroulement du conflit mais ils demeurent essentiels pour atteindre une paix durable du fait de l'histoire et de la géographie ;
5. Les perceptions sur l'efficacité de la gestion du conflit par l'Etat et son armée sont fortement contrastées selon les zones : de hauts niveaux de confiance dans le nord (Saint-Louis, Dakar) et l'Est (Tambacounda) sont contrebalancés par de hauts niveaux de défiance dans le Sud (Ziguinchor) ;
6. La figure du citoyen est hautement valorisée mais...l'apathie et/ou l'indifférence est la pratique dominante des citoyen-ne-s ;
7. Pour toutes les générations, toutes les régions et tous les sexes, il existe un très fort engagement à agir pour la paix si l'occasion en est donnée ;
8. L'impératif de ramener l'éthique comme institution régulatrice du politique dans la résolution du conflit fait l'unanimité : la principale tare dans la gouvernance du conflit est l'absence « d'honnêteté et d'inclusivité »
9. Les voix/voies citoyennes constituent le chaînon manquant dans la résolution du conflit.

UNE MECONNAISSANCE GENERALISEE

85% des personnes interrogées ne connaissent pas la date exacte de commencement du conflit. 65% des enquêté-e-s ne peuvent pas dire ce que signifie exactement le sigle MFDC ; près de 48% ne savent pas *exactement* contre qui s'oppose le MFDC. 30% ne connaissent pas les causes principales de la rébellion, 35% ne connaissent aucun leader de la rébellion et 21% n'ont aucune idée de la revendication principale du mouvement. 60% des personnes interrogées ignorent l'existence d'accords de paix, plus de 65% ne connaissent aucune organisation de la société civile qui œuvre pour le retour de la paix en Casamance. Pour toutes les questions qui demandent une connaissance précise, la première réponse, la plus importante numériquement, est toujours celle de celles et ceux qui ne savent pas : le pourcentage moyen des « je ne sais pas » (nsp) est de 51%. Lorsqu'on y rajoute ceux qui ne se prononcent pas, c'est-à-dire les non réponses (nr), on passe à 60%.

De manière plus fine, on peut voir que la carte de l'ignorance emprunte massivement un axe Nord-Est (Saint-Louis- Dakar-Tambacounda), elle est plus marquée au sein de la jeune génération (les 18-29 ans) et parmi le groupe des femmes (les femmes de la zone Nord-Est en savent moins que les femmes du Sud (Casamance, Gambie, Guinée-Bissau). L'exposition directe au conflit semble déterminante dans la connaissance et les attitudes des personnes interrogées. Les populations de Ziguinchor, ville qui en a été l'épicentre sont les plus savantes sur le conflit : alors que le Nord-Est est à un taux d'ignorance de 53%, celui-ci se situe à 20% à Ziguinchor. Quand ceux qui ne se prononcent pas culminent à 15% à Dakar, Saint-Louis et Tambacounda, on est à 2% dans la capitale du Sud.



Carte 1. Répartition des réponses par rapport à la signification du sigle MFDC par région

UN CONFLIT EMINEMMENT POLITIQUE AVEC UNE COMPOSANTE ECONOMIQUE

Pour les populations interrogées, le conflit en Casamance n’est ni ethnique, ni religieux ni culturel. 57% de l’effectif considèrent que la rébellion n’est pas le fait d’une ethnie en particulier et si les Joólas sont la seule ethnie citée, c’est dans des proportions finalement relativement modestes (14,4% des personnes interrogées). De même, 96% des personnes enquêtées n’accrochent pas de **religion** particulière à la rébellion.

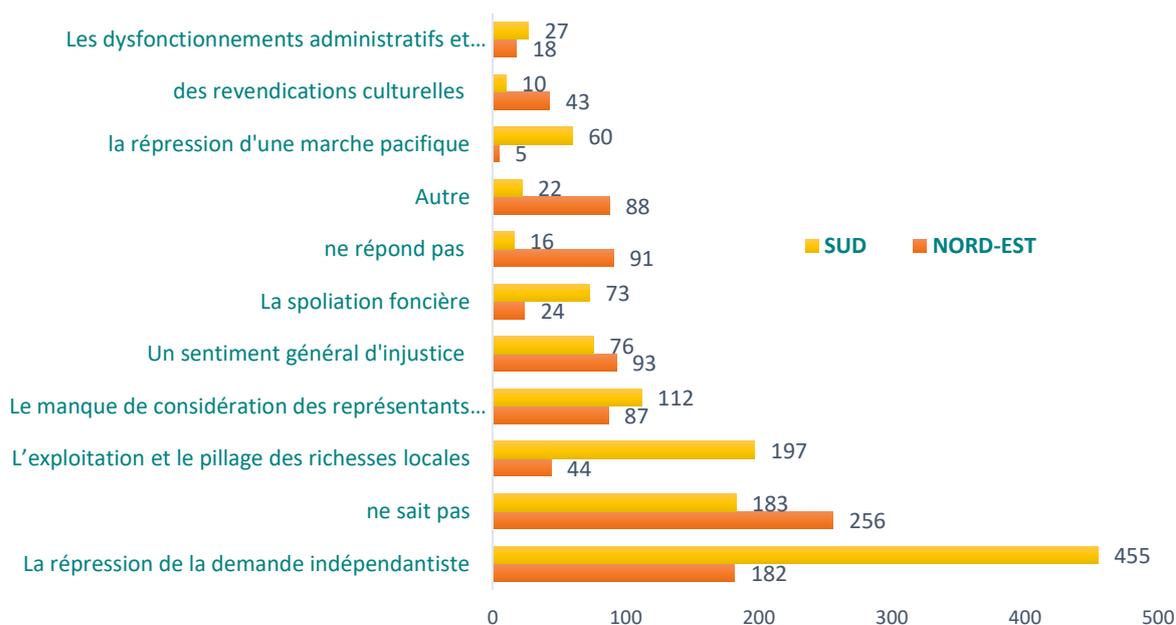


Figure 1. Les principales causes de la rébellion selon les zones

Il est à noter un point de convergence fort : toutes zones confondues, la première raison de l'entrée en rébellion est politique – la répression de la demande indépendantiste- renforcée par un sentiment d'injustice économique. Les réponses à cette question nous permettent de mettre en lumière des éléments importants.

D'abord, l'item « manque de considération des représentants de l'État » recueille une grande attention aussi bien chez les hommes que chez les femmes interrogées dans la zone de Ziguinchor. C'est pour cette localité, qui est rappelons-le l'épicentre du conflit, la première cause de la rébellion. Ce manque de considération s'exprime d'abord dans les rapports avec une administration hautaine et dédaigneuse, qui considère les populations du Sud à travers les poncifs dégradants de la colonisation (arriérés, sauvages, animistes). Cette violence bureaucratique, physique, symbolique et épistémique a profondément détruit les rapports des citoyen-ne-s vis-vis de l'État, ses institutions et ses représentants. La défiance et la distance ainsi créées prédisposent à des options en termes de contestation et d'exil et à peu de loyauté envers l'Etat postcolonial.

C'est ce défaut d'intégration qui expliquerait la volonté de sortie de l'ensemble sénégalais. A la question : quelle est la principale revendication du MFDC ? La réponse largement majoritaire est celle-ci : l'indépendance politique/l'autonomie à 65%-67%, suivie de très loin par celle d'une plus grande justice économique et sociale (2%). Les réponses liées à la reconnaissance culturelle sont quasi nulles. En effet l'item « revendications culturelles et religieuses » est toujours la réponse d'hommes et de femmes qui sont situés hors de la zone Sud et de Ziguinchor en particulier. Aucune femme et aucun homme de Ziguinchor ne donne cette raison comme source du conflit.

Sur les 64.4 % de l'effectif qui répondent, 76% considèrent que la revendication indépendantiste n'est pas légitime (soit 49% de l'effectif global). A Ziguinchor en revanche, 33% des personnes interrogées pensent que la revendication est légitime (43% des hommes contre 21% des femmes). Mais c'est exactement la même proportion 32,3% qui donnent une fin de non-recevoir à la demande indépendantiste (32,5% des hommes contre 32% des femmes). On le voit donc, dans la zone épicentrique, la population est très également partagée mais les femmes sont plus nombreuses à rejeter la revendication d'indépendance.

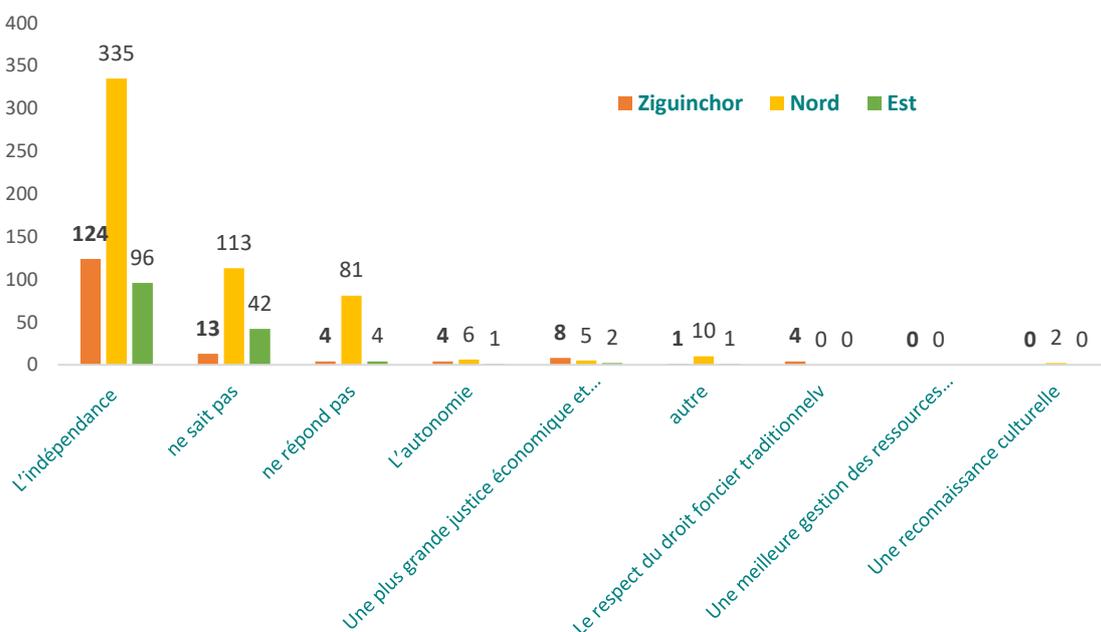


Figure 2. La principale revendication du MFDC par zone

UN CONFLIT QUI S'EXPRIME A TRAVERS UNE SITUATION COMPLEXE DE « NI GUERRE NI PAIX »

Quant aux représentations que les enquêté-e-s se font sur **la situation en cours en Casamance**, pour la majorité (38,04%), elle correspond à une situation caractérisée par l'ambiguïté : celle de « ni guerre ni paix ». Cette incertitude – celle de plus de 51,35% de la population enquêtée – qui se manifeste par la propension à définir par la négative « ni...ni » ou « ne sait pas » illustre la complexité d'un conflit à propos duquel on ne peut dire ni qu'il est actif, ni qu'il est terminé. En Casamance en effet, toutes les lignes sont brouillées, les soldats côtoient des rebelles dans les villages, les bars et les restaurants en toute civilité, l'armée est omniprésente à travers ses casernes, checks points et cantonnements dans une zone qui peut rester des mois, des années sans le moindre accrochage. Puis sans que rien ne puisse le laisser présager, la violence reprend avec son lot de morts et de blessés et remet le conflit au cœur de l'actualité locale et nationale.

C'est dans le Sud, hors Ziguinchor, que l'on considère davantage qu'on est en situation de guerre. La zone Nord considère davantage que la situation correspond à un état de paix.

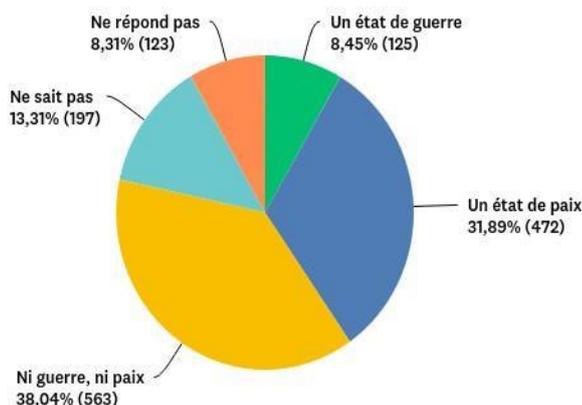


Figure 3. Des réponses qui renseignent sur le rôle ambivalent des pays voisins

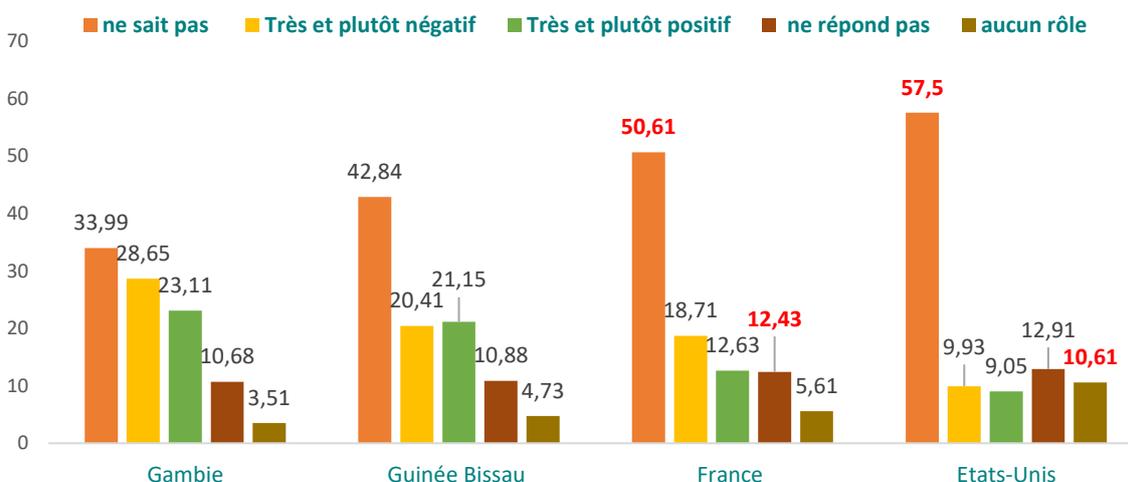


Figure 4. Perception du rôle de ces pays dans le conflit

D’une manière générale, les avis sont plutôt partagés pour ce qui concerne **la Gambie et la Guinée-Bissau** dans la guerre. La Gambie est considérée par 29% des personnes interrogées comme ayant eu un rôle très et plutôt négatif dans le déroulement du conflit contre 20% pour la Guinée-Bissau. Dans les deux cas, ce rôle négatif s’est traduit par un soutien aux rebelles (notamment accueil sur le sol et armement). Mais la Gambie est en même temps réputée jouer un rôle plus positif que la Guinée-Bissau dans le déroulement du conflit et ce soutien a pris la forme de facilitation des négociations entre les belligérants (le processus de Banjul 1 à 4). Cette ambivalence révèle de manière intéressante l’état des relations entre le Sénégal et ses voisins marquées par la fragilité et l’ambiguïté.

Pour 17% des personnes interrogées, la France soutient l’État du Sénégal, et les États-Unis davantage les négociations de paix. Mais pour l’un comme pour l’autre pays, la stabilité du Sénégal est un enjeu stratégique dans une région ouest-africaine volatile et soumise aujourd’hui au péril terroriste et à la criminalité transnationale de grande envergure.

PERCEPTIONS FORTEMENT CONTRASTEES SUR L’EFFICACITE DE LA REPONSE DE L’ETAT ET DE SON ARMEE

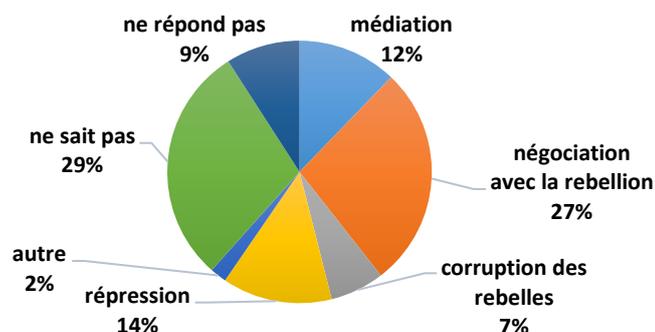


Figure 41. La principale intervention de l’État du Sénégal dans le conflit

L’effectif interrogé considère que la principale action de l’État a consisté à négocier avec le MFDC (27,30%). Lorsqu’on y rajoute la promotion de la médiation, l’approche dialogique devient la réponse majoritaire (39%). Mais alors même qu’elles en font leur principale réponse, les populations interrogées ne connaissent pas les résultats de cette négociation. Plus de la moitié des personnes interrogées (52%) ignore qu’un ou plusieurs accords de paix ont été signés entre l’État du Sénégal et le MFDC et 8% pensent même qu’aucun accord n’a été signé.

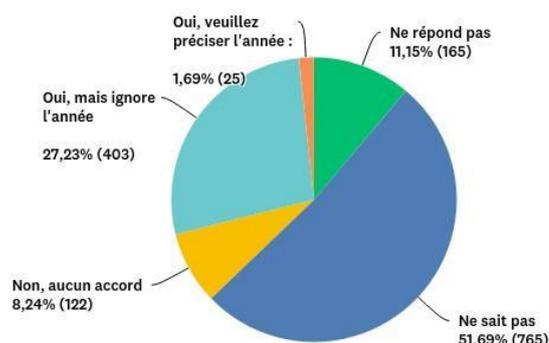


Figure 45. Connaissance de l’existence d’un accord entre l’État du Sénégal et le MFDC

Dans l'ensemble, les avis portés sur l'intervention de l'État indiquent une polarisation assez équilibrée des opinions : près de 51% des personnes interrogées considèrent que l'action de l'État a été très à plutôt efficace. Ils sont aussi très nombreux (44%) ceux qui estiment *a contrario* que l'action de l'État n'est pas du tout ou plutôt peu productive. Un peu moins de la moitié de la population a donc une appréciation négative de l'action de l'État.

La désagrégation de ces données montre que cette polarisation est très clairement géographique : ce sont les personnes enquêtées dans le Sud qui estiment que les interventions étatiques ont été marquées par l'inefficacité (41% des personnes enquêtées à Ziguinchor, 36% pour les autres Suds contre 16% dans le Nord-Est) alors que plus de la moitié de la zone Nord-Est reconnaît une grande ou relative efficacité à l'action de l'Etat.

Cela a des implications directes sur la confiance globale que les citoyen-e-s ont dans la capacité de l'État à trouver des solutions à cette crise. Ils sont 45% à n'avoir aucune confiance et partiellement confiance en l'État pour une résolution définitive du conflit.

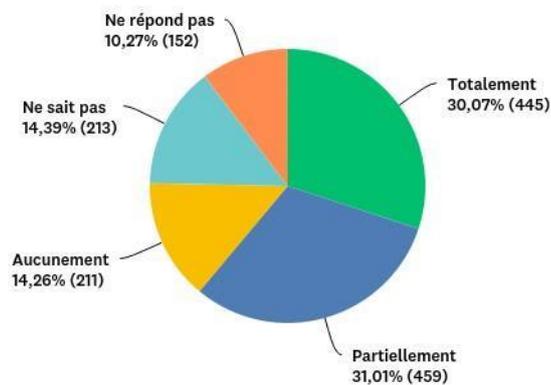


Figure 49. Confiance en l'État du Sénégal pour résoudre le conflit

Quant à l'Armée, qui a joué et continue de jouer un rôle nodal dans le conflit, sa présence est très visible en Casamance et l'efficacité de ses interventions sont diversement appréciées.

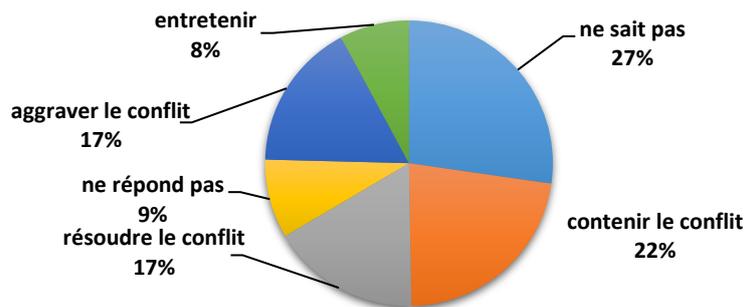


Figure 51. Rôle des interventions de l'armée du Sénégal

De manière générale, ils sont relativement peu parmi les personnes interrogées à estimer que l'intervention de l'armée en Casamance a contribué à résoudre le conflit (17%). Selon eux/elles, cette intervention a eu en revanche, comme première fonction, de contenir le conflit (22%) et ce, quel que soit l'âge ou le sexe du répondant. « Contenir le conflit », c'est-à-dire tenir celui-ci dans des limites spatiales précises, éviter son débordement, son extension mais aussi son aggravation. Et de fait, la zone du conflit n'a jamais débordé hors de la Basse et d'une partie de la Moyenne Casamance (les régions de Ziguinchor et de Sédhiou).

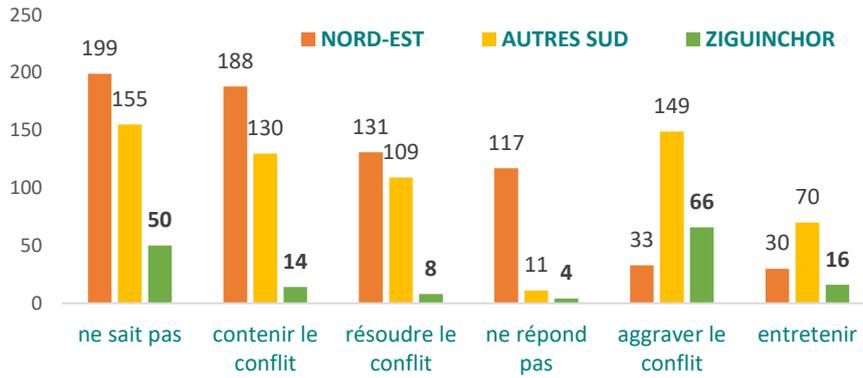


Figure 52. Rôle des interventions de l’armée du Sénégal par zone

Plus problématique encore, est le sentiment de 24% des répondants pour qui l’intervention de l’armée aurait été un facteur d’aggravation du conflit ou, à défaut, aurait entretenu celui-ci. Ce point de vue est majoritairement partagé par ceux qui habitent la région méridionale. A Ziguinchor, ils sont 52% à penser que les actions de l’armée ont contribué à aggraver et entretenir le conflit contre 9,5% pour les populations du Nord-Est. Les différences de perceptions sont ici extrêmes.

Ceux qui pensent de la sorte sont davantage ceux de la seconde génération et sont majoritairement des hommes.

De là sans doute le fait que la confiance en l’armée dans sa capacité à résoudre le conflit est encore plus basse que celle vis-à-vis de l’État. Plus de 45% des répondants ont partiellement et aucunement confiance en l’État et son armée pour résoudre le conflit. Seul un tiers des répondants a totalement confiance dans ces deux institutions. Tout laisse à croire, quel que soit le sexe du répondant, que ceux qui ne font pas confiance à l’État ne font pas confiance à son armée pour le retour définitif de la paix. Un autre fait marquant est la constatation qu’**aucun** des habitants de Ziguinchor ne pense que l’armée respecte totalement les droits humains, contre 28% pour ceux qui habitent à Dakar et 17% pour ceux qui sont à Saint-Louis.

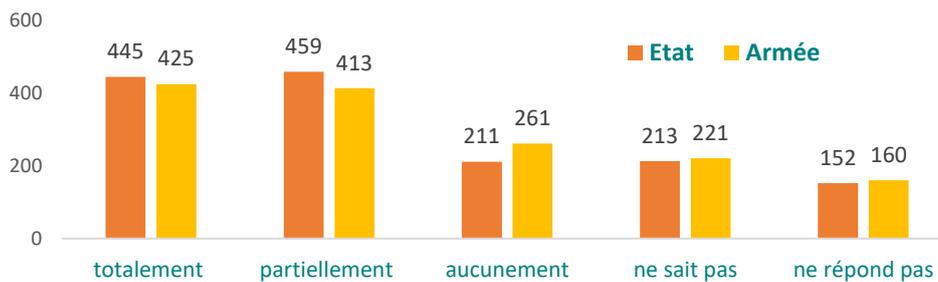


Figure 54. Confiance en l’État et en l’Armée du Sénégal pour résoudre le conflit

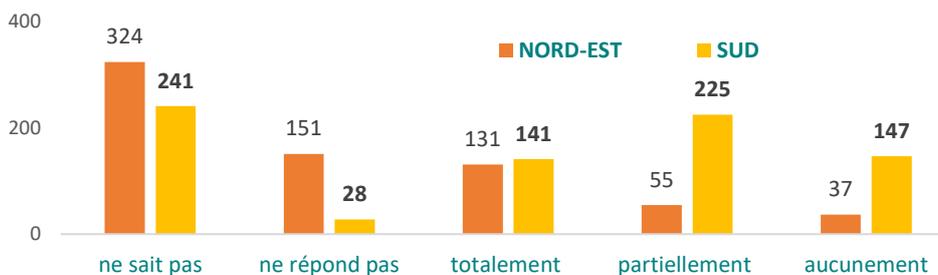


Figure 56. Respect des droits humains par l’Armée du Sénégal par zone

VALORISATION THEORIQUE DE LA FIGURE DU CITOYEN MAIS... APATHIE / INDIFFERENCE CITOYENNE

78% des personnes interrogées considèrent que le rôle des citoyens dans la résolution du conflit est important. C'est le score le plus élevé d'unanimité obtenu et nous avons aussi pour cette question les niveaux les plus bas de nsp et de non réponse. Ce consensus traverse les générations, le genre, la géographie et les pays. A Ziguinchor, plus de 95% des réponses consacrent son importance. Dans les autres Suds, on est à 83% et dans le Nord-est, on est à plus de 69%. Les réponses des hommes et des femmes sont ici parfaitement identiques : près de 78% des femmes et 78,27% des hommes plébiscitent le rôle des citoyen-ne-s dans la résolution du conflit.

Il faut pourtant signaler une contradiction majeure entre l'affirmation théorique du rôle du citoyen et l'exercice pratique de la citoyenneté. L'analyse par zone montre que seuls près de 8% à Dakar et Saint-Louis, 3,5% à Tambacounda et 30% à Ziguinchor des personnes interrogées ont été effectivement engagées dans la promotion de la paix. A l'ignorance se rajoute donc, encore plus massivement, l'indifférence et/ou l'apathie.

Les interventions du peacebuilding avaient beaucoup misé sur les mécanismes traditionnels de résolution du conflit et avaient mis au cœur de ce dispositif les organisations de femmes. On s'étonne de voir pourtant que même à Ziguinchor, ville dans laquelle sont basées la plupart des organisations de femmes qui militent pour la paix, le niveau de participation est particulièrement faible (12% contre 28% pour les hommes). Ces taux descendent à 3% pour les femmes de Dakar et Saint-Louis contre 11% pour les hommes de ces localités). Cela pose véritablement la question de l'évaluation des politiques de construction de la paix.

Ce sont aussi ceux ceux qui ont 30 ans et plus (12% en moyenne) qui s'investissent dans ces actions. Les 18-29 ans sont à 5,68% en termes de participation à des actions relatives à la paix en Casamance.

On soulignera toutefois que 68% des personnes interrogées se disent prêtes à participer à une action de promotion de la paix en Casamance : ces chiffres disent à quel point les populations désirent le retour à la paix en Casamance. Si l'opportunité leur en est donnée, 46,5% des personnes interrogées à Dakar et à Saint-Louis, 42,5% de celles de Tambacounda, 35,5% à Ziguinchor sont « absolument prêtes » à participer à une action pour la paix en Casamance. Ces taux montent respectivement à 72%, 64% et 65% lorsqu'on y ajoute ceux qui disent « oui peut-être ». Les femmes à 61% et les hommes à 75%, la 1^{ère} génération à 61%, la 2^{ème} à 75% et la 3^{ème} génération à 66%, se disent être prêts à s'engager pour atteindre cette paix durable.

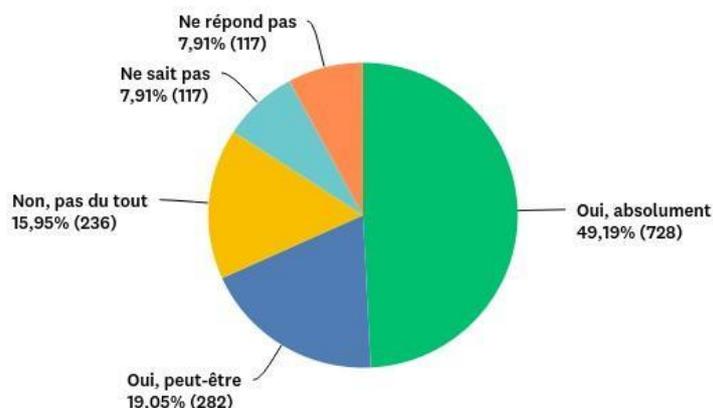


Figure 68. Engagement à participer à une action de promotion de la paix en Casamance

Nous avons complété cette série de questions par deux interrogations relatives aux organisations de la société civile. La situation que connaît la Casamance a en effet provoqué un foisonnement des OSC dans la région. Il s'avère pourtant que la très grande majorité des personnes interrogées ne connaît aucune OSC qui travaille principalement ou secondairement autour du retour à la paix en Casamance.

Cette « action quasi invisible » des acteurs de la société civile est accrue chez les moins de 30 ans (74,46% d'entre eux). Ceux qui connaissent une ou plusieurs structures de la société civile sont majoritairement ceux qui sont âgés de 30 à 49 ans (pour 42,08%) et de 50 ans et plus (pour 43,55%).

Les hommes ont une meilleure connaissance de l'existence des OSC que les femmes. Les habitants de Ziguinchor en connaissent mieux l'existence que les autres citoyens sénégalais et les Sénégalais plus que les Gambiens et les Bissau-guinéens.

On comprendra, par ailleurs, pourquoi la plupart des interrogés ne savent pas si les actions des organisations de la société civile sont capables d'aider à une construction durable de la paix. Seulement 10,41% de l'ensemble des citoyens pensent que leurs actions sont « très efficaces » et 15,34% les considère « plutôt efficace ». Ce sont les citoyens bissau-guinéens (22%) et gambiens (20%) qui estiment que leur action est « très efficace » lorsque les Sénégalais ne sont que 3% à le penser.

Ces constatations donnent à réfléchir sur la visibilité des actions des organisations de la société civile.

L'IMPERATIF DE RAMENER L'ETHIQUE COMME INSTITUTION REGULATRICE DU POLITIQUE DANS LA RESOLUTION DU CONFLIT

Dans la dernière partie du questionnaire, il s'agissait de confronter les attentes morales des répondants à la gouvernance du conflit telle que mise en œuvre depuis 1982. Les personnes interrogées formulent de ce point de vue des prises de position très critiques par rapport à l'économie morale du conflit et proposent une autre gestion. L'économie morale renvoie à ce qui, dans la gouvernance du conflit lie l'action politique aux valeurs et à la vertu, aussi bien pour l'Etat que pour la rébellion.

Quand on leur demande : « Selon vous, quel est le principal obstacle à la paix en Casamance ? », des raisons d'abord éthiques intriquées dans du politique (scission du MFDC, corruption de certains rebelles par l'État, jeu des médiateurs) et de l'économique (circulation de l'argent de la drogue et de la contrebande) sont invoquées.

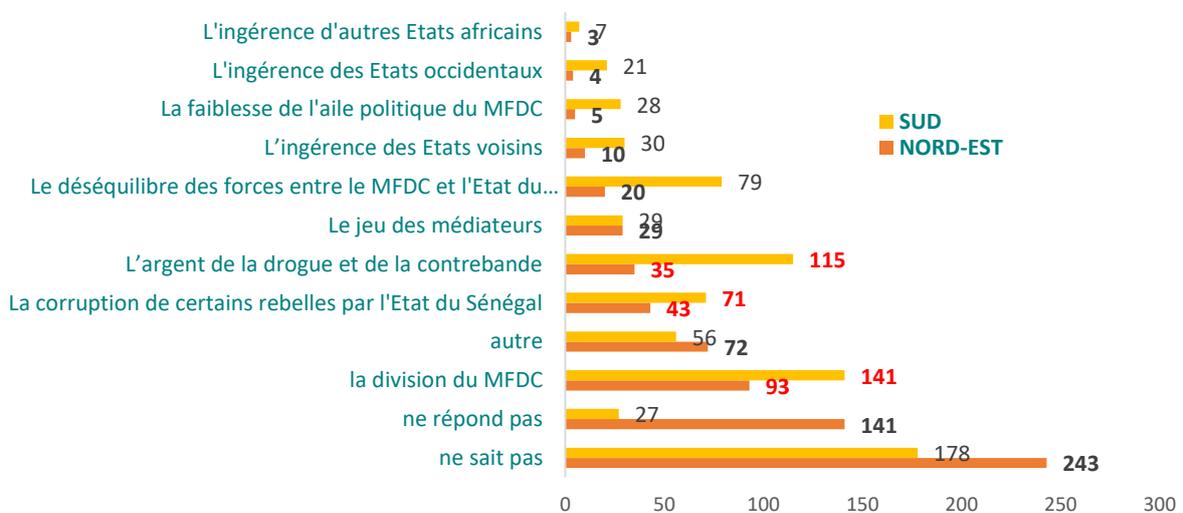


Figure 74. Principaux obstacles à la paix en Casamance

La **division du MFDC** qui est la première raison identifiée aussi bien au niveau tri-national qu’au niveau de Ziguinchor, aussi bien par les hommes que par les femmes, est présentée sous son versant éthique. Elle est la résultante d’une stratégie court-termiste de l’État qui a réussi à faire de l’émiettement de la rébellion son principal talon d’Achille. Ce qui est décrié ici, c’est une gouvernance de la paix bâtie sur un machiavélisme, qui, aux fins de contenir le conflit, l’a divisé, acheté, décrédibilisé. Côté rébellion, davantage occupés à sécuriser du pouvoir pour leurs proches (en général issus du même terroir) et prompts à la vengeance au détriment des valeurs de fraternité, de confiance, de solidarité, les différents chefs de guerre en ont presque totalement perdu de vue l’objectif de l’indépendance qui était le leur. Si ces divisions ont rendu toute victoire impossible (et c’est là, l’objectif principal de Dakar), elles ont aussi abouti à rendre la paix impossible car l’une des conditions de possibilités de celle-ci – à savoir un seul MFDC avec qui négocier – semble inatteignable tant les hostilités entre factions semblent aujourd’hui insurmontables.

Une deuxième stratégie qui s’est retournée contre le processus de paix en Casamance et en constitue aujourd’hui l’un des fardeaux, est la circulation de l’argent à travers la médiation locale et informelle. Le **courtage en paix** a été depuis Diouf une filière juteuse, objet d’une concurrence féroce entre acteurs dont les finalités sont obscures. Ces courtiers qui réussissent à capter une grande partie de la rente du *peacebuilding* ont installé une économie de la prédation qui a précisément besoin du conflit pour prospérer.

LES VOIX/VOIES CITOYENNES, LE CHAINON MANQUANT DANS LA RESOLUTION DU CONFLIT ?

Nous avons enfin voulu savoir comment les citoyen-ne-s peuvent contribuer par leurs idées au processus de gouvernance du conflit. Quelles voies dessinent-ils ?

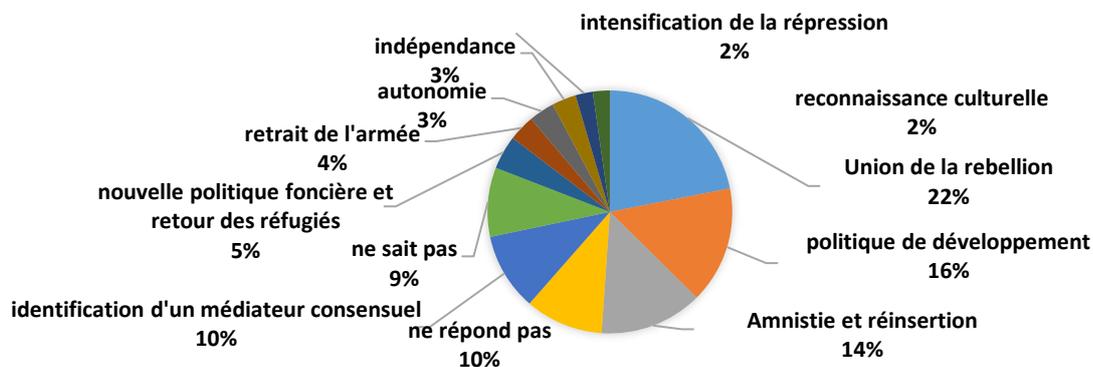


Figure 76. Principales actions que les enquêtés engageraient pour résoudre le conflit

Le binôme « union de la rébellion » et « renforcement des politiques de développement » mobilise 38% des réponses. Si l’on y ajoute l’item qui vient en troisième position « l’amnistie et la réinsertion des combattants », on obtient 52% des réponses. L’indépendance ne recueille pas plus de 3% de réponses favorables, l’autonomie autant. Mais ce qu’il est significatif de relever ici c’est la conscience qu’il n’y a **pas de paix durable sans l’unité préalable de rébellion** (aile politique et militaire, locale et diasporique).

Le retrait de l’armée ne semble pas souhaité, du moins tant qu’une paix définitive n’aura pas été éprouvée ; mais en même temps, c’est davantage **une armée chargée de mission de peacebuilding et de peacekeeping, en conformité avec la règle de droit**, qui semble être recherchée puisque l’intensification de la répression recueille avec la reconnaissance culturelle les plus faibles taux.

L'analyse par zone montre que **Ziguinchor privilégie fortement la réponse économique** : 68% des personnes interrogées dans la localité considèrent les politiques de développement sont la réponse la plus adéquate pour la sortie du conflit. **Le renforcement du pouvoir infrastructurel de l'État est un atout pour la recherche de la paix.**

Le dialogue et la négociation sincères sont revenus en force dans les réponses. Les répondants ont insisté sur le caractère « honnête » et « inclusif » que devraient avoir ces discussions. Une plus grande et plus efficiente décentralisation administrative, le déminage de toute la région, le désarmement et la destruction des bases de la rébellion, l'emploi des jeunes, l'éducation à la paix et à la sécurité civile inclusive, l'érection de Ziguinchor comme 2^{ème} capitale du Sénégal, des délibérations au niveau de l'Assemblée nationale sont aussi des pistes qui ont été proposées.

Les répondants privilégient par ailleurs très clairement les États et les institutions africaines dans la médiation et la négociation pour la paix en Casamance. Les pays voisins (Gambie et Guinée-Bissau) plafonnent avec un score moyen de 60% qui passe à près de 70% lorsqu'on y ajoute ceux qui disent « oui peut-être ». L'institution communautaire à intégrer prioritairement est la CEDEAO selon les répondants, suivie un peu plus loin de l'Union africaine et des Nations-Unies.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

Jean Claude Marut, *Le conflit de Casamance. Ce que disent les armes*, Paris, Karthala, 2010.

Gayatri C. Spivak, *Les subalternes peuvent-elles parler ?*, Paris, Editions Amsterdam, 2009.

Adam Higazi, « Les origines et la transformation de l'insurrection de Boko Haram dans le Nord du Nigeria », *Politique africaine*, 2013/2 (n° 130), p. 137-164.

Martin Evans, "Ni Paix Ni Guerre: The political economy of low-level conflict in Casamance", Overseas Development Institute, 2003. URL: <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/454.pdf>

Mohamed Lamine Manga, *La Casamance dans l'Histoire contemporaine du Sénégal*, Paris, L'Harmattan, 2012.

Vincent Foucher, *Cheated pilgrims: education, migration and the birth of casamançais nationalism (Senegal)*, PhD Thesis, November 2002

René Capain Bassene, *Casamance. Récit d'un conflit oublié (1982 - 2014)*, Paris, L'Harmattan, 2014.

Gorée Institute, *Conflit et Paix en Casamance. Dynamiques locales et transfrontalières*, Gorée Institute, 2015.

Jean-Alain Goudiaby, Paul Diedhiou, « L'intervention des ONG à Ziguinchor : une action structurante pour le développement local ? », in Goudiaby et Diedhiou (dir.) *Regards sur le développement. De la nécessité de repenser les processus*, Paris, L'Harmattan, 2018.

www.casamance-conflict.com

WWW.LASPAD.ORG

WWW.CASAMANCE-CONFLICT.COM